

## La révolution islamique d'Iran

Durant le **premier semestre de 1978, de violentes émeutes éclatent** dans diverses villes; elles reçoivent le soutien des autorités religieuses shi'ites (les ayatollahs, littéralement « signes de Dieu ») et surtout du plus célèbre et du plus populaire, **l'ayatollah Khomeyni** qui, de Nadjaf, en Irak, lance de virulentes attaques contre le shah, appelant la population à se révolter contre celui-ci, à le renverser et à établir en Iran un nouveau pouvoir dont les principes fondamentaux de l'islam constitueront la base. Sur le plan extérieur, **le shah reçoit l'appui, outre celui des États-Unis, de l'Arabie Saoudite et de la Chine.** À l'intérieur, le gouvernement est désormais dirigé par Djafar Charif-Emami, musulman pratiquant et technocrate tout dévoué au shah ; mais le nouveau ministère n'a pas de politique déterminée et répond aux manifestations par la loi martiale ; l'opposition religieuse, le Front national et le parti Tudeh (communiste) déclenchent des grèves et de vastes mouvements de masses ; la population, à l'appel de l'ayatollah Khomeyni, rend hommage aux centaines de victimes de la répression policière par des journées de deuil national ; Khomeyni quitte l'Irak pour la France le 8 octobre 1978 ; de cette date jusqu'à son retour en Iran, le 1er février 1979, la petite ville de Neauphle-le-Château devient le quartier général de la lutte contre le régime impérial. Malgré la tentative de Chapour Bakhtiyar, nommé Premier ministre à la fin de décembre, de promouvoir un régime à tendance social-démocrate et d'enrayer le processus de renversement du shah, celui-ci perd les uns après les autres ses appuis intérieurs, à l'exception de l'armée, et ses appuis extérieurs, les États-Unis lui retirant leur caution. La situation du pays, qui ne cesse de se dégrader, évolue inexorablement, vers l'issue attendue : **le 16 janvier 1979, le shah, sa famille et quelques-uns de ses proches quittent l'Iran.** Ce départ, accueilli avec enthousiasme par l'immense majorité de la population, crée un sérieux malaise politique, l'armée apportant son soutien au gouvernement Bakhtiyar et cherchant à empêcher la constitution d'un gouvernement « islamique », au besoin par la force. **L'arrivée de l'ayatollah Khomeyni à Téhéran, le 1er février 1979,** déclenche le processus ultime : investi spontanément de l'autorité sur le pays, le 5 février il désigne Mehdi Bazargan comme Premier. **Très vite, des comités de « khomeynistes » contrôlent étroitement la vie politique, tandis que des « tribunaux islamiques » commencent à juger et à faire exécuter de façon expéditive des personnalités civiles et militaires de l'ancien régime ;** l'ancien Premier ministre, Amir Abbas Hoveyda, est exécuté le 7 avril après un simulacre de procès.

**Le 31 mars 1979, un référendum approuve à 98% des votants l'institution de la République islamique.** Les problèmes économiques sont importants : remise en route des diverses activités, discussions serrées avec les ouvriers d'Abadan, fortement politisés, reconsidération des plans d'investissement et d'équipement. De nombreux contrats sont annulés, en particulier, ceux qui concernent l'énergie nucléaire. **Les rapports avec les États-Unis sont tendus, les relations diplomatiques avec Israël rompues ;** en revanche, l'Organisation de libération de la Palestine est reconnue et Yasser Arafat reçoit à Téhéran un accueil enthousiaste. Le gouvernement iranien met fin à l'activité du consortium pétrolier international et entend gérer lui-même l'exploitation et l'exportation de son pétrole ; en juin 1979 sont nationalisées les banques, les compagnies d'assurances et les principales sociétés industrielles.

**En attendant qu'une nouvelle constitution soit élaborée, l'imam Khomeyni s'attache à détruire les structures du régime impérial pour construire une république totalement islamique en s'appuyant sur la grande majorité des chefs religieux shi'ites, sur les « gardiens de la révolution » (pasdaran, ou milice armée) et sur une grande partie de la population proprement iranienne,** soit que celle-ci ait souffert du régime précédent, soit qu'elle ait participé à la lutte et aspiré à un nouvel ordre social et moral, soit encore qu'elle ne connaisse que les mots d'ordre des ayatollahs. Les partis modérés laïques ou religieux et les

partisans de gauche pencheraient pour un régime démocratique, parlementaire et laïque, mais ils ne peuvent s'exprimer ou se taisent volontairement. Le gouvernement Bazargan navigue à vue entre un pouvoir islamique inconditionnel et un réformisme prudent qui n'ose pas dire son nom, mais surtout il manque d'autorité face à l'imam Khomeyni, au Conseil de la révolution installé à Qom et à quelques groupes de pression comme les « étudiants islamiques », qui en fait décident de la politique générale et de ses applications pratiques, y compris les excès dans la répression.

**La perspective d'une Constitution autoritaire et centralisatrice conduit les Kurdes à se rebeller** : le pouvoir engage à fond l'armée contre eux (août-sept.) et se lance dans une violente campagne anti-américaine, accentuée par le fait que le shah se rend aux États-Unis pour se soigner (22 oct.), et dont l'aboutissement est, **le 4 novembre, l'occupation de l'ambassade des États-Unis à Téhéran et la séquestration de soixante otages américains par des « étudiants islamiques », ces derniers demandant, en échange de la libération des otages, l'extradition et le procès du shah.** Au début de décembre, un référendum - auquel ne participent que la moitié des électeurs - approuve une constitution qui donne pratiquement les pleins pouvoirs à l'imam Khomeyni et ne fait aucune allusion à l'autonomie des régions allogènes, dont les populations ont d'ailleurs boycotté le référendum. Un voyage de Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., à Téhéran au début de janvier 1980 en vue de négocier la libération des otages n'aboutit à aucun résultat. Par ailleurs, le refus de toute discussion sur l'autonomie des régions provoque un soulèvement à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan iranien, dont le leader, l'ayatollah Chariat Madari, prône une politique plus modérée et plus souple.

La politique iranienne, suivie à ses débuts avec une certaine sympathie par les pays musulmans, surtout les plus progressistes, suscite ensuite, par ses excès et son intransigeance, des réserves quasi unanimes ; par ailleurs, la situation économique, assez profondément bouleversée, pose des problèmes que le gouvernement ne peut ou ne veut pas résoudre, au nom d'un idéal religieux rejetant les contingences matérielles du monde moderne.

En janvier 1980, Bani Sadr est élu président de la République par 75% des votants, mais la **réalité du pouvoir demeure entre les mains de l'imam Khomeyni** ; rapidement, Bani Sadr, qui est partisan de la séparation de la religion et de la politique, se trouve isolé ; ses efforts pour résoudre le problème des otages américains, sa tendance au réformisme le marginalisent de plus en plus et le font classer parmi les « contre-révolutionnaires pro-occidentaux », alors qu'en revanche s'affirme l'importance politique de l'ayatollah Behehti, président de la Cour suprême, qui place ses fidèles aux postes clés du pouvoir. La situation économique s'aggrave tout comme la situation politique, en raison des jugements et des exécutions sommaires et de la guerre au Kurdistan où les peshmerga kurdes s'affrontent à l'armée régulière et aux pasdarans. **L'échec de la tentative américaine en vue de libérer les otages (Tabas, 24-25 avr. 1980) renforce la position des intransigeants qui, aux élections législatives d'avril 1980, remportent une victoire écrasante.** Cependant, la mort du shah, à la fin du mois de juillet, relance les négociations indirectes avec les États-Unis, mais sans résultat immédiat.

Estimant la situation favorable, le président irakien, **Saddam Hussein, rompt le 17 septembre 1980 l'accord de 1975 et lance ses troupes à l'attaque de l'Iran (le 17 septembre) en vue de reconquérir les territoires cédés en 1975 et surtout de provoquer la chute du régime iranien** dont la propagande antibaassiste en direction de la population chiite d'Irak (40% de la population) peut constituer une menace. Cette propagande indispose également les États du Golfe et même l'Arabie Saoudite qui vont dès lors apporter leur soutien à l'Irak. **La guerre a comme conséquence le rassemblement des Iraniens autour du régime de Khomeyni qui repousse toute tentative de médiation.** En revanche, par l'intermédiaire des Algériens, les otages américains sont libérés le 20 janvier 1981.

